

Société d'Expertise Comptable – Conseil -

Commissariat aux comptes - Formation

Siège social : 517G Résidence L'Ecrin de Montjoly

Route de Suzini – 97354 REMIRE-MONTJOLY

Téléphone : 0594 312 129 – GSM : 0694 131 518

E-mail : contact@dialectics97.fr – Site : www.dialectics97.fr

Association LA CRITIC

**CHEMIN DU CALVAIRE
97300 CAYENNE**

Assemblée Générale Ordinaire
Statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Association LA CRITIC
Chemin du Calvaire
97300 CAYENNE

Assemblée Générale Ordinaire
statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs les membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LA CRITIC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.»

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation significative à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

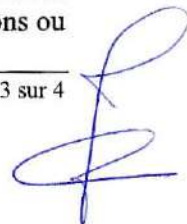
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rémire-Montjoly, le 31 octobre 2025

J-H. MONFRET,

Commissaire aux Comptes

Dialectics Conseil Formation Audit
 Expertise-Comptable & Conseils
 Commissariat aux comptes
 517G, l'Ecrin de Montjoly - Route de Suzini
 97354 REMIRE-MONTJOLY
 Tél : 0594 31 21 29 - GSM : 0694 13 15 18
 contact@dialectics971.fr
 Siret : 510 849 078 000 41 - APE: 6920Z

31/12/2024			31/12/2023
Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
6 091	3 028	3 063	3 360
15		15	15
1 100		1 100	1 100
7 206	3 028	4 178	4 475
637 823		637 823	702 031
134 691		134 691	72 513
772 513		772 513	774 544
779 719	3 028	776 691	779 019

(1) dont droit au bail		
(2) dont à moins d'un an	1 100	1 100
(3) dont à plus d'un an		

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	104 279	83 656
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres		
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	22 463	20 622
	Total des fonds propres (situation nette)	126 742	104 279
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	12 500	12 500
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	12 500	12 500
	Total des fonds propres	139 242	116 779
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	9 554	13 000
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	9 554	13 000
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 926	7 482
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	67 687	60 043
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 000	
	Produits constatés d'avance	543 282	581 715
	Total des dettes	627 895	649 240
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	776 691	779 019
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	22 463,30	20 622,12
	(1) Dont à moins d'un an	627 895	649 240
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	10 250	950
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	368 525	341 340
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		87
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	10 561	
	Utilisations des fonds dédiés	13 000	44 594
	Autres produits	34	
	Total des produits d'exploitation	402 370	386 971
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	86 209	101 751
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 174	2 976
	Salaires et traitements	258 884	228 994
	Charges sociales	19 087	14 733
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 598	6 666
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	9 554	13 000
	Autres charges	5 348	114
	Total des charges d'exploitation	384 854	368 235
RESULTAT D'EXPLOITATION		17 516	18 736

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		17 516	18 736
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	507	2 054
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		507	2 054
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		507	2 054
RESULTAT COURANT avant impôts		18 023	20 790
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	4 441	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		4 441	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		168
Total des charges exceptionnelles			168
RESULTAT EXCEPTIONNEL		4 441	(168)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		407 318	389 025
TOTAL DES CHARGES		384 854	368 403
EXCEDENT ou DEFICIT		22 463	20 622
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		2 990	1 496
TOTAL		2 990	1 496
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole		2 990	1 496
TOTAL		2 990	1 496

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **776 691** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **407 318** euros et un total **charges** de **384 854** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **22 463** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au **31/12/2024** ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 réformant le règlement CRC 99-01.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Description de l'objet social, des activités de l'association :

Objet social : L'association a pour objet de mener une réflexion en sciences humaines et sociales sur les questions territoriales, politiques, culturelles et sociales, d'agir pour l'émancipation individuelle et collective et le développement de l'éducation populaire et plus généralement toutes activités pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

Activités et missions sociales :

L'association développe 2 axes de travail :

- Agir pour l'émancipation individuelle et collective et pour le développement de l'éducation populaire en Guyane.
- Nourrir une réflexion en sciences humaines et sociales sur le territoire et les publics guyanais.

Pour cela elle met en place différentes actions :

- Actions de remobilisation entre accompagnement social et éducation populaire à destination des jeunes guyanais de 15 à 25 ans ("Neets ", "invisibles ", décrocheurs scolaires, sans-emploi, sans-formation ...)

- Actions de recherche en sciences humaines et sociales (sociologie, ethnologie, science politique) et de partage des connaissances, en vue de développer des pistes d'action et de réflexion concernant le développement de l'éducation populaire en Guyane et la prise en compte des jeunes, notamment issus des communes isolées (études, recherches-actions, évaluations) -valorisation et accompagnement des pratiques d'engagement des jeunes (reconnaissance et développement du pouvoir d'agir) -formation de bénévoles et de salariés de l'association.

- Ouverture de 2 Points Information Jeunesse à Camopi et Taluen en mars 2023. Cela permet à l'Association d'être présente toute l'année dans les territoires de vie des jeunes qu'elle accompagne et de proposer différents services: information, accès aux droits, rédaction de CV et de lettres de motivation, démarches administratives, activités, échanges, etc.

- Accompagnement d'associations.

Moyens mis en oeuvre :

Une équipe de professionnels pour la mise en place de ces actions, l'utilisation des outils de communication, mobilisation des outils numériques et réseaux sociaux, partenariats avec différents acteurs, rencontres et entretiens avec les jeunes et les acteurs du territoire, information collective dans les territoires, etc.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Fonds dédiés :

Le montant des fonds dédiés est de 9 554 € au 31/12/2024.

- 5 000 € concerne le projet "Jeunesse Education Populaire" dans le cadre d'une convention avec le Préfet de Guyane (DCJS).

- 4 554 € concerne le projet "Développement de l'information jeunesse" dans le cadre d'une convention avec la Collectivité Territoriale de Guyane (CTG).

Bénévolat :

Le bénévolat a été évalué à 2 990 €.

Honoraires du commissaire aux comptes :

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est décomposé de la manière suivante :

- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes : 3 000 € HT

- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes, telles qu'elles sont définies par les normes d'exercice professionnel mentionnées au II de l'article L-822-11 : Néant

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Subventions d'exploitation :

L'association bénéficie de subventions pour mener à bien ses actions. Les financeurs sont :

- La CAF de Guyane (Caisse d'Allocations Familiales)
- La Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)
- Le Parc Amazonien de Guyane (PAG)
- L'Agence régionale de santé Guyane (ARS)
- Les services de l'État en Guyane:
 - o DRDFE (Direction régionale aux droits des femmes)
 - o DCJS (Direction Culture, Jeunesse et Sports)
 - o DETCC (Direction des entreprises, du travail, de la concurrence et de la consommation)
- Le FONJEP (FONds de coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire)
- Le Fond Social Européen (FSE)

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	4 790		1 301			6 091
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 790		1 301			6 091
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	15					15
	Prêts et autres immobilisations financières	1 100					1 100
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 115					1 115
TOTAL		5 905		1 301			7 206

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
sur sol d'autrui				
instal. agencement aménagement				
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres instal., agencement, aménagement divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, mobilier	1 430	5 822	4 224	3 028
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 430	5 822	4 224	3 028
TOTAL	1 430	5 822	4 224	3 028

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	5 208		5 208	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	5 208		5 208	
TOTAL GENERAL		5 208		5 208	
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				5 208	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 100	1 100	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	636 710	636 710	
	Groupe et associés	1 113	1 113	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES		638 923	638 923	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	10 926	10 926		
	Personnel et comptes rattachés	38 321	38 321		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	29 366	29 366		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	6 000	6 000		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	543 282	543 282		
TOTAL DES DETTES		627 895	627 895		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	83 656	20 622		104 279
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	20 622	22 463	20 622	22 463
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	12 500			12 500
Provisions réglementées				
TOTAL	116 779	43 085	20 622	139 242

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Produits à recevoir		636 710
Autres créances		636 710
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	636 710	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		26 397
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURNISSEURS - F.N.P.</i>	<i>4 397</i>	4 397
Dettes fiscales et sociales <i>PROVISION POUR CONGES PAYES</i> <i>CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES</i>	<i>20 252</i> <i>1 748</i>	22 000

Charges constatées d'avance (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2024	31/12/2023	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION				
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL				

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		543 282	543 282
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			543 282

